



Koulouba, le 19 SEPT 2021

COMMUNIQUÉ DU GOUVERNEMENT DU MALI

Suite aux déclarations du Ministre des Affaires Étrangères du Niger à l'issue de la session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO, tenue le 16 septembre 2021 à Accra, au Ghana, le Gouvernement de la République du Mali s'interroge sur les motivations réelles de cette sortie tout comme celle du Président Mohamed Bazoum en juillet dernier.

Dans la mesure où le Niger n'assume pas la Présidence en exercice de la CEDEAO, le Gouvernement de la République du Mali s'interroge à quel titre son ministre s'érige en porte-parole de l'Organisation dont les décisions et recommandations sont clairement énoncées dans le communiqué final du Sommet.

Le Gouvernement de la République du Mali condamne fermement et rejette ces propos inacceptables, inamicaux et condescendants de la part d'un responsable dont le pays a toujours entretenu d'excellentes relations avec le Mali et qui dispose de canaux bilatéraux pour aborder l'ensemble des questions d'intérêt commun dans un esprit constructif.

S'agissant de la volonté prêtée aux Autorités maliennes d'engager des « mercenaires », le Gouvernement de la République du Mali s'étonne et s'interroge sur ces allégations basées uniquement sur des rumeurs et des articles de presse commandités s'inscrivant dans le cadre d'une campagne de dénigrement de notre pays et de diabolisation de ses dirigeants.

Le Gouvernement de la République du Mali rappelle que dans l'accomplissement pleine et totale de sa souveraineté et dans le souci de préserver son intégrité territoriale et le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États, il ne permettra à aucun Etat de faire des choix à sa place et encore moins de décider quels partenaires il doit solliciter ou pas.

Au regard de l'implication forte de l'ensemble de la communauté internationale aux côtés des pays du Sahel afin de lutter contre les nombreux défis auxquels ils sont confrontés, l'essentiel aujourd'hui est de conjuguer les efforts pour assurer véritablement le bien-être et la sécurité des populations du Sahel dans un esprit de cohésion et non pas s'appesantir sur des rumeurs.

En tout état de cause, le Gouvernement de la République du Mali, tout en déplorant vivement la position non concertée de notre organisation régionale contrairement aux usages diplomatiques et sur une question aussi grave touchant à la souveraineté d'un membre fondateur de la CEDEAO et un pays important dans la résolution de la crise sécuritaire au Sahel, reste disponible pour un dialogue franc et sincère à travers les canaux diplomatiques appropriés.

